Éducation et société multiculturelle

Education and multicultural society

Educación y sociedad multicultural

Jacqueline Costa-Lascoux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/2622>

DOI : 10.4000/ries.2622

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 1999

Pagination : 119-121

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

Jacqueline Costa-Lascoux, « Éducation et société multiculturelle », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 24 | 1999, mis en ligne le 23 novembre 2012, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ries/2622> ; DOI : 10.4000/ries.2622

Éducation et société multiculturelle

Jacqueline Costa-Lascoux

*Directrice de recherches au Centre d'étude de la vie politique
française de la Fondation nationale des sciences politiques,
associé au CNRS*

Obstacles et finalités

Dans les pays ayant réussi à combattre l'analphabétisme, le système éducatif est aujourd'hui confronté au développement de l'échec scolaire et de l'illettrisme, au « décrochage » voire, chez certains élèves, à la rébellion contre l'école et aux violences. Il est aussi au cœur des contradictions de nos sociétés, divisées par des clivages culturels et des disparités économiques. Comment mieux assurer l'égalité des chances et la cohérence entre valeurs, savoirs et pratiques ? Qui prépare l'élève à devenir un sujet autonome et responsable, un citoyen participant à la vie de la Cité ? La question de l'éducation à la citoyenneté n'est pas seulement celle de tout apprentissage scolaire, elle pose des interrogations fortes sur le rôle de l'école dans l'évolution démocratique de nos sociétés composites.

L'éducation à la citoyenneté est à l'articulation de toutes les disciplines enseignées, avec des thèmes transversaux, abordés de façon pluridisciplinaire. Elle suppose des méthodes pédagogiques innovantes au bénéfice de tous les élèves, y compris les élèves en difficulté. Elle contribue ainsi à l'égalité des chances, en enseignant l'égalité des droits, la lutte contre les discriminations et l'exclusion ; elle implique l'élève à partir de son expérience du respect de soi et des autres, de la solidarité et de la justice, de la loi et de la règle.

A chaque palier des connaissances acquises, les contenus des programmes et les méthodes de l'éducation à la citoyenneté cherchent à susciter la réflexion de l'élève sur les droits de l'homme et les principes de la démocratie. Ceux-ci sont enseignés à partir de concepts clés, de textes fondamentaux, mais en recourant aussi à des études de cas qui favorisent l'analyse des réalités socio-culturelles et encouragent l'esprit critique. L'analyse de quelques « grands débats de la démocratie » permet de donner un tour plus problématique aux sources juridiques, en les situant dans leur contexte historique et au regard des enjeux éthiques et sociaux. Les démarches pédagogiques privilégient l'esprit d'analyse et l'argumentation. Un travail initial sur les représentations des élèves permet de

concrétiser leurs réflexions. L'étude des médias est complémentaire de cette connaissance des libertés fondamentales et des structures démocratiques. Les programmes d'éducation civique répondent donc à des missions éducatives autant que cognitives se donnant mutuellement sens. Mais leur mise en œuvre se heurte à de nombreuses résistances.

Les difficultés de mise en œuvre

Les difficultés essentielles tiennent à l'environnement social : familles en situation de précarité ou de chômage, victimes de discriminations ou d'exclusion. Par ailleurs, on ne peut nier les décalages, parfois les malentendus ou les conflits culturels, qui surgissent. Les situations d'anomie ou d'opposition se développent : la méfiance des jeunes, notamment, à l'égard des institutions, le non-respect du droit, l'absence de tolérance s'observent dans des milieux très différents. Dans le même temps, l'attrait des plus jeunes pour la culture de consommation et les nouveaux médias engendre d'autres ruptures sémantiques avec les savoirs enseignés à l'école. Enfin, la résurgence de phénomènes d'ethnisation et d'intégrisme religieux attisent les agressivités et les violences. Les phénomènes ne sont pas nouveaux ; leur acuité, cependant, oblige les enseignants à un travail d'explicitation, d'analyse des incompréhensions et des conflits, travail qui leur apparaît souvent voué à l'échec face à la dualisation croissante de nos sociétés. L'éducation à la citoyenneté démocratique est alors enseignée de façon sporadique, par fragments, au détriment de la progression pédagogique nécessaire à un apprentissage impliquant les élèves.

Outre l'environnement social et culturel peu propice à un enseignement des valeurs partagées, une difficulté tient à l'absence de formation des enseignants au droit et aux sciences politiques. L'éducation civique fait nécessairement référence aux principes constitutionnels, aux libertés publiques et aux droits fondamentaux, à des textes juridiques, à des données institutionnelles. Par scrupule ou par lassitude, certains enseignants préfèrent s'abstenir plutôt que s'aventurer sur des « terres inconnues », d'autant plus que les thèmes abordés peuvent être des sujets sensibles par leurs dimensions idéologique, confessionnelle ou partisane. Il faut ajouter que certains *a priori* concernant l'éducation civique viennent de l'utilisation qui en a parfois été faite, historiquement.

La dernière difficulté est celle de l'évaluation. La réflexion sur les moyens de l'évaluation est peu avancée et deux tendances se marquent : la première est d'interroger les élèves sur des questions purement informatives relatives aux institutions ; la seconde est de porter un jugement moralisateur sur les comportements et d'imposer un conformisme d'attitude. Pour éviter ces deux écueils, l'évaluation doit être organisée à partir d'études de cas qui permettent d'apprécier à la fois les connaissances et la réflexion personnelle de l'élève, son sens de l'argumentation et sa capacité à se former un jugement personnel.

L'ouverture de l'école sur la Cité

L'éducation à la citoyenneté situe donc l'école face à ses responsabilités au sein de la société et à son rôle dans la formation des futurs citoyens. Ainsi, l'école n'est pas un sanctuaire coupé du monde. L'ouverture sur la Cité est nécessaire. Les partenaires de l'école ne sont pas, cependant, tous à égalité de compétences, de fonctions ou de responsabilité. Il s'agit, par exemple, d'étendre le rôle des parents d'élèves, partenaires privilégiés de l'école. La prise de conscience de leur responsabilité doit être favorisée par la participation aux activités scolaires et parascolaires.

Par ailleurs, il s'agit d'apprendre aux élèves à connaître les institutions en tissant des liens avec les partenaires institutionnels pour rendre l'éducation à la citoyenneté plus concrète et plus efficiente. En premier lieu, ce sont les magistrats et, plus particulièrement, ceux appelés à participer à l'information des élèves (sur la nationalité, le droit de la famille, le droit des mineurs, par exemple). En second lieu, ce sont les personnels sociaux, de santé ou à compétence médico-psychologique. En troisième lieu, ce sont tous les personnels de police intervenant au sein de l'école au titre de la prévention (racket, vols, agressions, etc.). Les enseignants sont souvent réticents à demander l'appui de ces partenaires institutionnels. En réalité, un travail continu avec ceux-ci évite de les considérer comme des « pompiers de l'urgence » ou des « agents de la répression ». Le travail d'éducation et de prévention requiert d'avoir des correspondants réguliers qui apportent leurs savoirs juridique, médical ou psychologique.

Le travail avec les partenaires est non seulement une garantie d'efficacité et de sécurité, lorsque des incidents se produisent, mais il est surtout et avant tout nécessaire à la connaissance que les collégiens et leur famille peuvent acquérir des institutions et de leur fonctionnement, à la possibilité d'ouvrir l'éducation à un champ plus large que les activités purement scolaires. Elle est aussi le meilleur moyen de transcender les divisions sociales, religieuses ou ethniques, en affirmant le respect des droits fondamentaux garantis par les institutions démocratiques.